

#noussommesdemain

Mardi, l'économie de demain sacrifiée sur l'autel de la relance ?

400 000 entrepreneurs alertent Edouard Philippe et Bruno Le Maire et leur demandent de conditionner les 20 milliards d'euros d'aide aux grandes entreprises à des engagements écologiques et sociaux concrets et appellent le gouvernement à soutenir les entreprises à impact social et environnemental.

Le gouvernement propose au Sénat de voter mardi une aide de 20 milliards d'euros aux entreprises françaises, sans qu'aucune condition environnementale et sociale ne soit imposée.

Pourtant, le Président lui-même, lors de sa première allocution, amenait tous les français à *"tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour"*.

Entrepreneurs engagés de toute la France, réunis dans le collectif **Nous Sommes Demain** représentant **3 000 000 d'emplois** et **400 000 entreprises**, nous avons développé des modèles qui, en plus de prouver au quotidien leur **efficacité économique**, prouvent la **nécessité de répondre aux enjeux écologiques, sociaux et solidaires**. Face à la crise, nos entreprises ont pu réagir et prouver que l'engagement que nous plaçons au coeur de notre mission n'est pas un vain mot. Cette économie souveraine, résiliente, et plus juste est celle que nous souhaitons pour demain et que nous construisons depuis des années.

Et pourtant :

- Alors que des entreprises et de nombreux acteurs économiques ont pris conscience de la fragilité du modèle de développement actuel,
- Alors que des entreprises s'appuyant sur les principes de **proximité**, de **solidarité** et de **durabilité** montrent la **force de leur modèle**,
- Alors que nous pourrions, avec le soutien d'un Etat fort et volontariste reconstruire très rapidement une économie plus résiliente, plus souveraine mais aussi plus juste vis-à-vis des citoyens en première ligne,

Nous ne comprenons pas pourquoi les moyens colossaux déployés en quelques heures ne sont pas orientés vers les entreprises françaises qui s'engagent concrètement à faire progresser notre société, la préparer à affronter les prochaines crises, et préserver durablement l'emploi de qualité.

Nous apportons donc notre soutien total à l'amendement émis par Matthieu Orphelin appelant à conditionner les 20 milliards d'euros d'aide aux grandes entreprises à des engagements fermes de réduction de leur empreinte écologique. Il s'agit pour nous d'une mesure minimale, qui doit concrétiser l'engagement pour la transition écologique porté par le gouvernement.

Nous appelons également à ce que l'ensemble des entreprises qui se verraient ainsi aidées s'engagent sur l'amélioration de leur empreinte sociale autour d'actions concrètes pour s'engager dans l'économie plus inclusive, durable et par exemple :

- Au minimum 10% des emplois occupés par des travailleurs fragilisés (insertion/handicap, en direct ou en partenariat)
- Écart entre la rémunération totale du plus haut revenu de l'entreprise et le plus bas salaire de l'entreprise limité à 100 dans les plus grandes entreprises
- Un minimum de 25% de placements de l'entreprise réalisés dans des fonds ISR, Green ou Solidaires
- Une répartition égale du pourcentage de bénéfices versés en dividendes / aux salariés / en investissement dans l'entreprise
- Un minimum d'1 % de son bénéfice attribué en Mécénat et/ou mécénat de compétence
- Un minimum de 10% de fournisseurs/prestataires en circuit de proximité, certifiés ESUS et/ou commerce équitable
- Une gouvernance mieux partagée (place des salariés et nombre de parties prenantes représentées dans les instances de gouvernance)
- Un score à l'index égalité hommes - femmes de plus de 90

Enfin, si nous comprenons que l'Etat soit au chevet des grandes entreprises françaises, nous déplorons l'absence d'un soutien aussi rapide et concret aux entreprises inclusives, à impact positif pour l'environnement.

L'urgence économique et sociale est commune à toutes les entreprises, et celles de notre collectif **Nous Sommes Demain**, qui promeuvent l'inclusion et la transition écologique et sociale, ne font pas exception. Nous appelons donc à ce que ces entreprises soient également soutenues par le gouvernement, que ce soit par un fonds pour répondre à l'urgence et/ou par leur mise en avant au sein des grands plans de transformation de l'économie.

Se préparer à l'avenir n'est pas refaire les erreurs d'hier ! Nous avons assez vu comme le CICE n'avait pas permis à l'économie française ni de se renforcer dans ses fondamentaux, ni de créer de l'emploi, et comme à l'inverse il avait accompagné le renforcement des inégalités et des modèles productivistes dépassés. Nous appelons donc à ce que la France prenne, à l'occasion de la crise terrible qui frappe notre pays et toutes nos entreprises, un nouveau virage pour préparer efficacement le monde de demain. C'est aujourd'hui que se dessine le jour d'après.

Le Collectif #NousSommesDemain, formé en août 2018 et initié par le MOUVES, rassemble l'ensemble des réseaux d'entreprises à Impact en France et des ONG qui ont pour ambition d'accélérer la dynamique d'engagement de l'ensemble des entreprises françaises dans la transition sociale et écologique. Il représente ainsi en France plus de 3 millions d'emplois et 400 000 entreprises.

Les réseaux d'entrepreneurs et ONG engagés



Contact Presse : Caroline Neyron - cneyron@mouves.org - 06 87 72 76 64